



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

TRADE/CEFACT/2005/11  
28 avril 2005

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE,  
DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENTREPRISE

Centre pour la facilitation du commerce et  
les transactions électroniques (CEFACT-ONU)

Onzième session, 22 et 23 juin 2005,  
point 6 de l'ordre du jour provisoire

**Progrès des politiques en matière de droits de propriété intellectuelle**

Note du Groupe spécial de contact du Bureau du CEFACT-ONU  
sur les droits de propriété intellectuelle\*

Document pour **information**.

Le Groupe spécial de contact sur les politiques en matière de droits de propriété intellectuelle a élaboré un nouveau projet qui ne pose plus aucun des problèmes mentionnés précédemment par le Bureau des affaires juridiques de l'ONU. Un représentant du Groupe spécial de contact a rencontré un représentant du Bureau des affaires au Siège de l'Organisation en avril 2005 et lui a donné un aperçu général du nouveau projet de politique et de la nouvelle approche. Le Groupe spécial de contact apportera certaines modifications au projet commenté du 25 février 2005, puis enverra pour approbation la version révisée au Bureau des affaires juridiques.

\* Le Bureau du CEFACT-ONU a soumis le présent document en retard par rapport aux délais prévus pour la documentation officielle, car des consultations approfondies étaient nécessaires.

## **I. Contexte général**

1. Au cours de la réunion plénière du mois de mai 2004, le Rapporteur juridique a présenté les différentes possibilités eu égard à une politique du CEFACT-ONU en matière de droits de propriété intellectuelle:

- Ne rien faire
- Adopter le projet de politique approuvé par le Groupe spécial de contact
- Adopter la version proposée par le Bureau des affaires juridiques
- Aggraver le problème
- Poursuivre les discussions avec le Bureau des affaires juridiques.

2. À l'issue de la réunion, il a été décidé de créer un Groupe spécial de contact chargé d'élaborer une nouvelle politique en la matière. Le secrétariat a lancé un appel pour que soient désignés les experts juridiques membres du Groupe, qui a tenu sa première réunion parallèlement au Forum de septembre 2004. La liste des membres du Groupe est disponible au secrétariat.

3. Le Groupe spécial de contact a passé en revue les politiques pertinentes en matière de droits de propriété intellectuelle et a défini les principes fondamentaux de la politique du CEFACT-ONU en la matière (IPR SCG N04001). Sur la base de ces résultats, il a élaboré un projet de politique et tenu plusieurs cycles de discussions et d'analyse destinés à améliorer le projet.

4. Sur la base du projet commenté du 25 février 2005, le Groupe spécial de contact a établi un résumé analytique et un diaporama de présentation qui figuraient dans le rapport présenté par le Bureau lors du Forum du CEFACT-ONU tenu en mars 2005 à Kuala Lumpur.

## **II. Résumé du projet de politique en matière de droits de propriété intellectuelle**

### **Obligation de renonciation**

5. Le projet de politique du CEFACT-ONU en matière de droits de propriété intellectuelle a pour objectif de promouvoir la mise en œuvre des Spécifications du CEFACT-ONU sans les inconvénients liés au paiement de droits et aux restrictions. Il vise à promouvoir cet objectif en exigeant des participants à un Groupe du Forum du CEFACT-ONU qu'ils renoncent à leur droit de faire valoir tout élément de propriété intellectuelle entrant dans la mise en œuvre d'une spécification technique dans sa version définitive élaborée dans le cadre de ce groupe («DPI essentiel»). Cette renonciation est limitée en ce qu'elle ne s'applique qu'aux parties qui mettent en œuvre une spécification technique dans sa version définitive, et uniquement dans le contexte de cette mise en œuvre. Tous les autres éléments de propriété intellectuelle sont maintenus. La renonciation est automatique et conditionne la participation au processus d'élaboration ouverte du CEFACT-ONU.

### **Obligation de divulgation**

6. Un participant à un Groupe du Forum du CEFACT-ONU ne peut contourner la renonciation automatique limitée à un élément de propriété intellectuelle que dans la mesure où il divulgue le contenu de l'élément mis en cause et en choisissant de ne pas renoncer à faire valoir ses droits avant ou pendant les «événements déclencheurs de la divulgation» prévus. Ces événements sont liés aux temps forts du processus d'élaboration des Spécifications, tels que la publication de la première version ou la fin de la période d'examen public. Un participant doit désigner une «personne physique autorisée» qui le représentera et sera assujetti aux mêmes obligations, y compris à l'obligation de divulgation. Lors de chaque événement déclencheur de la divulgation, si la personne physique autorisée ne divulgue pas un DPI essentiel du participant dont elle a connaissance, elle renonce automatiquement au DPI essentiel en question. De plus, lors du dernier événement déclencheur de la divulgation (cinq jours après la publication de la version définitive de la spécification technique), tous les DPI essentiels non divulgués le deviennent, que la personne physique autorisée en ait connaissance ou non. En résumé, si un participant cherche à conserver la possibilité de faire valoir ses DPI en cas d'application d'une spécification technique élaborée dans le cadre du CEFACT-ONU, c'est à lui qu'il appartient de divulguer l'élément de propriété intellectuelle mis en cause.

### **Traitement des exceptions**

7. Lorsqu'un participant divulgue un DPI essentiel, un groupe consultatif de la propriété intellectuelle est constitué – groupe spécial comprenant au moins des représentants du Groupe de gestion du Forum et du Bureau de la réunion plénière – et chargé d'examiner la question sur laquelle porte le différend et de choisir l'une des conclusions spécifiques énoncées dans la politique du CEFACT-ONU.

### **III. Situation au 15 avril 2005**

8. Un représentant du Groupe spécial de contact a rencontré un juriste du Bureau des affaires juridiques de l'ONU à New York, le 8 avril 2005, et lui a présenté les grandes lignes de la nouvelle version et de la nouvelle approche. Aucun sujet de préoccupation particulier n'a été soulevé lors de cet entretien. Le Groupe spécial de contact apportera certaines modifications aux commentaires du 25 février 2005 au projet de politique dont il enverra la version révisée au Bureau des affaires juridiques pour examen définitif et commentaires.

-----